

Rapport moral - 21 mars 2020

Par Pascal Boissel, président

Le congrès de l'USP à Paris en 2020 n'a donc pas lieu.

Rappelons tout de même son **argument** :

« Ces derniers mois, la dénonciation du mal-être des patients et des soignants dans les services psychiatriques est très partagée, du Printemps de la psychiatrie jusqu'au ministère de la Santé. Mais pour nous USP, comme pour le Printemps, cette déliquescence est la conséquence de politiques néolibérales destructrices, voulues et conscientes.

Un des effets mortifères de ces politiques est cette sorte de « psychiatrie pour les nuls » qui est la bible de l'ordre psychiatrique actuellement existant, partagée par les gestionnaires du milieu. La psychiatrie redevient un chapitre de la neurologie, la clinique psychiatrique se disloque. Psychothérapie institutionnelle, psychanalyse et sciences humaines sont chassées hors de cet univers de pensée amoindrie.

Bref, nous vivons dans le champ de la psychiatrie une véritable contre-révolution managériale et scientiste, brutale et déshumanisante.

Comment en sommes-nous arrivés là ? Pour le savoir, nous avons à interroger la façon dont nous psychiatres sommes formés et déformés. Nous nous interrogerons aussi sur la façon dont les savoirs et les pratiques actuellement marginalisés peuvent reprendre vigueur.

Comment agir ? Comment continuer à penser ? Comment subvertir ces contraintes qui enferment patients et soignants ? »

Nous avons prévu de discuter sur la **formation continue** avec un représentant du Formindep.

Puis nous aurions tenu une réunion ouverte sur le thème du congrès, « **Former, déformer, reformer** » avec Cécile Bourdais, (enseignante), Patrick Landman (Stop DSM), Jean Vignes (infirmier de secteur ; le modérateur étant Patrick Chemla (USP, La Criée).

Le lendemain matin, nous aurions couru à un débat sur **la formation initiale**, plusieurs internes nous avaient annoncé leur venue, ce qui nous réjouissait, et réjouissait Delphine Glachant qui devait animer cette rencontre. Après le déjeuner aurait eu lieu un autre temps fort de notre congrès, un temps pour parler spécifiquement de **la pédopsychiatrie** avec Patrick Belamich (psychanalyste, directeur du CMPP de Fontainebleau, président de la FDCMPP), Jean Chambry (président élu de la Société française de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent et des disciplines associées), Martin Pavelka (Association des psychiatres de secteur infanto-juvénile), Anne Delègue (Annecy), Mounia Terki, (Essonne, USP). Cette séquence devait être présidée par Pascale Rosenberg.

Puis la journée se serait terminée de belle façon par la **conférence gesticulée** de Fethi Bretel : « *Je ne suis pas là pour vous écouter.* Ou : la démission de la psychiatrie face au capitalisme » dont le pitch est : « Suite au mouvement désaliéniste d'après-guerre émerge en France une pratique psychiatrique humaniste, vite menacée par le virage libéral des politiques publiques. Suivez le parcours d'un psychiatre de l'an 2000 qui, à travers sa pratique hospitalière, s'est retrouvé à naviguer à contre-courant du tout-cerveau, du tout-médicament et du tout-sécuritaire... »

Ce congrès ne peut donc pas avoir lieu du fait de la pandémie de Covid-19 dont l'évolution reste exponentielle au moment où j'écris ces lignes.

Si les mesures de confinement sont demandées en premier lieu par nos collègues des services de réanimation, puis par le gouvernement et le président, l'incurie du pouvoir incapable de planifier la production de masques protecteurs et de gel hydro-alcoolique, alors que la situation dans le Grand-Est, en particulier, est si tendue est insupportable. Nous en reparlerons.

Je tente un rapport moral, même si l'exercice est fort périlleux en cette période de crise sanitaire aiguë, alors que le pire est encore à venir.

Depuis le congrès de Besançon, les initiatives se sont multipliées.

Peu après le congrès eurent lieu les élections professionnelles à l'hôpital (qui se terminèrent en juillet). L'USP participait aux listes d'Action praticiens hôpital ; ce fut l'occasion de nouer un peu plus de liens avec le SPH, de mener campagne auprès de tous nos collègues hospitaliers. Les résultats nous furent favorables et nous avons eu des élus.

Le gouvernement, que ce soit avec Madame Buzyn ou avec son successeur, a été constant dans son refus d'entendre les doléances et les exigences des soignants. La logique de MaSanté2022 s'appliquait inexorablement : pas de rallonge budgétaire pour les hôpitaux, pas d'augmentation des salaires, pas de recrutement pérenne de soignants. Même des professeurs associés au lobby patronal FondaMental ont dit que la situation n'était plus tenable... même si c'était pour promouvoir une accélération des privatisations et des fausses solutions scientistes, soit un remède apte à tuer le malade.

Le rapport parlementaire, dit « Wonner-Fiat », a mobilisé notre attention, notre énergie aussi. Le résultat est clairement décevant, même si l'on note dans ce travail quelques hommages du vice à la vertu. Madame Wonner, peu après, a livré le fond de sa pensée quant à son ouverture au champ des psy, en signant un appel à l'interdiction de la psychanalyse organisé par Sophie Robert et des anciens rédacteurs du *Livre noir de la psychanalyse*, position dont elle s'était gardée de nous parler lors de son show à l'Assemblée nationale. Nous titrions ensuite un de nos communiqués : « Qui est responsable de la catastrophe ? ». C'est une politique ancienne et toujours aggravée qui est bien sûr à mettre en accusation. Privatisations, management destructeur, scientisme en sont les maîtres mots.

Nous avons agi souvent sous l'égide du **Printemps de la psychiatrie**, ce regroupement « pour un renouveau des soins psychiques » qui associe des professionnels et des patients et des familles, des syndicats et des non syndiqués. Pour l'USP, les liens tissés à cette occasion en 2019 avec certaines équipes de soignants en lutte se sont distendus ; d'autres liens avec les équipes de Toulouse et du Jura par exemple se sont renforcés.

En juillet dernier, une pétition du Printemps « Non à l'omerta généralisée », lancée fin mai 2019, rassemblait plus de 24 000 signatures.

L'Assemblée générale du Printemps du 30 novembre à Gennevilliers a été une réussite (les Blouses noires de Rouen, les Perchés du Havre, les Pinel en Lutte d'Amiens, la pédopsychiatrie en lutte du 19^e arrondissement, la Psychiatrie Parisienne Unifiée, la Mili'tente de Toulouse, Le collectif Artaud de Reims, les asphyxiés de Lavour, Humapsy, des membres du TRUC, Serpsy, La Criée, Le collectif des 39, le Point de Capiton, des représentants des syndicats et des partis politiques ainsi que les collectifs de Caen, Lyon, Marseille, Niort, Besançon...).

Le travail en commun, à cette occasion et à d'autres occasions, a permis un rapprochement entre l'USP et Sud santé-sociaux et aussi avec la CGT santé. Les relations avec l'Appel des appels et le Collectif des 39 sont très bonnes. Ce n'est qu'un début.

Les mouvements professionnels se sont multipliés, création de la **Collectif inter urgences** (mouvement de soignants, mars 2019) puis du **Collectif inter hôpitaux** (septembre 2019, qui est surtout une coordination de professeurs parisiens, mais joue un rôle utile). Les manifestations se sont multipliées, l'USP a déposé plusieurs préavis de grève, comme d'autres syndicats (14 novembre -10 000 dans la rue, 17 décembre, 14 février, etc.), nous y participions à la mesure de nos forces, plutôt dans le cadre de cortèges du Printemps de la psychiatrie.

Le communiqué unitaire du Cih et du Ciu du 10 décembre soulignait, dans un texte d'appel à la grève et à la manifestation, « La grippe arrive et toutes les pathologies urgentes de l'hiver que nous connaissons bien. Nous ne pouvons faire face ! Les patients sont en danger, les soignants démunis face à cette situation. ». Prémonitoire.

Les soignants en lutte multipliaient les initiatives artistiques, en voici deux :

<https://www.uspsy.fr/A-ne-pas-manquer-deux-clips-sur-la.html>

La crise du monde de la santé est apparue alors à un large public ; la crise de la psychiatrie en a été peut-être un peu éclipsée. De multiples de prise de position ont été prises par l'APH, intersyndicale à laquelle nous participons et qui en de multiples occasions nous représente, nous et bien d'autres syndicats de médecins hospitaliers. Les communiqués du 20 novembre et les suivants ont montré un front large contre la politique menée par ce gouvernement dans le monde de la santé. Le communiqué unitaire du 20 novembre s'intitulait « Le premier ministre ne répond pas à l'urgence de la situation » ; il demandait une revalorisation de l'Ondam d'au moins 4 %. En vain.

Nos occasions de travail fructueux avec la Coordination des comités de défense des maternités et hôpitaux de proximité ainsi qu'avec la Coordination de défense des services publics se sont multipliées, avec une efficacité prometteuse.

Le mouvement contre la réforme des retraites a été au premier plan de la vie sociale depuis le dernier trimestre 2019. Nos positions s'inscrivent globalement, pour ce sujet comme pour bien d'autres, dans l'orientation, les analyses produites par ATTAC association à laquelle nous participons. C'est un droit à la retraite, collectif et solidaire, qui est transformé en assurance retraite individuelle au taux jamais assuré. Les manifestations montrent un renouveau de l'inventivité dans les banderoles, dans les chants, dans les slogans. Nous y constatons aussi une visibilité inédite des revendications féministes, là et ailleurs, sous une forme renouvelée, depuis le mouvement #MeeToo.

La question des libertés est portée en partie avec brio par le CRPA (dénonciation d'Hopsyweb en particulier). Les communiqués de la Contrôleuse générale des lieux de privation de libertés, Adeline Kazan sont toujours précieux. C'est une lutte de longue haleine à laquelle nous participons avec vigueur, mais trop peu de résultats. Nous la menons avec les associations et syndicats membres du Printemps, avec le SPH ponctuellement. Nous aurons à renforcer les liens avec le Syndicat de la Magistrature (qui nous a contactés) et avec le Syndicat des avocats de France.

Notre soutien aux confrères et consœurs en butte à la répression du Conseil de l'Ordre des médecins ne peut aller qu'en s'élargissant. Le Conseil de l'Ordre tend à soutenir les employeurs qui portent plainte contre un médecin ayant rédigé un certificat à la demande d'un salarié quant au lien entre ce qu'il rapporte de sa vie professionnelle et son état psychique altéré. C'est un déni répété de la souffrance au travail ; le lien avec les médecins du travail s'impose à nous.

Notre activité internationale continue. La solidarité avec les dispensaires solidaires grecs persiste (envoi régulier de médicaments et de matériel médical) malgré les vents contraires. Plusieurs voyages militants ont été organisés en Palestine ; ce travail est en cours.

Le CEDEP traverse une crise, nous ne savons pas actuellement si cette association à laquelle nombre de nous ont participé de longue date perdurera. Le Réseau européen pour une santé démocratique existe et a des contacts dans plusieurs pays.

La solidarité avec les migrants est portée sur la durée, en particulier par Claire Gekiere et Jean-Pierre Martin. Les relations avec la LDH, la Cimade, Médecins du monde, le Secours catholique et bien d'autres associations regroupées dans les EGM sont assez fréquentes.

Comment envisager l'avenir ?

Un enjeu important est de tisser des liens avec des internes qui apparaissent très motivés pour porter une vision de la psychiatrie proche de la nôtre. Les rencontrer et élaborer avec eux est une urgence.

Le travail sur la pédopsychiatrie s'est approfondie cette année, en lien avec l'API, avec celles et ceux que nous avons invités à notre congrès, avec le Professeur Delion, etc. Là encore, c'est un travail à développer. Le lien avec la lutte récente des CMPP de la Nouvelle aquitaine apporte une nouvelle dimension à ce combat en défense des enfants, s'inscrivant dans une lutte de longue durée contre les plans autisme et leurs mesures antipsychiatriques de type nouveau.

Nous sommes ainsi au cœur d'un réseau associatif et syndical de divers ordres. Cela ne nous amène pas à minorer les activités en tant que défenseur d'une conception du métier de psychiatre ayant lien avec la psychothérapie institutionnelle, la psychanalyse, les psychothérapies systémiques. Bref une clinique en défense des humains, en opposition aux exigences toujours plus tatillonnes et destructrices des managers de la psychiatrie moderne, depuis le ministère et les ARS jusqu'aux directions et à leurs alliés dans la profession. Nous avons participé à la **rédaction de deux numéros de *Pratiques, les cahiers de la médecine utopique*** : « Où va la psychiatrie ? » en janvier 2019, puis « Réhumaniser le soin en psychiatrie et ailleurs ». Nos valeurs, nos expériences, nos réflexions, nos disputes y sont largement présentes (n'hésitez pas à en acheter, ils sont toujours d'actualité).

Le travail de réflexion est indispensable, il doit avoir une certaine autonomie vis-à-vis des nécessités militantes qui ont augmenté en fréquence ces derniers mois. Nous avons aussi recontacté l'équipe d'animation de « Pratiques de la folie », historiquement liée à l'USP. Les rencontres de la Cordée, de Saint Alban et d'autres discussions sur la psychothérapie institutionnelle sont inscrites dans nos agendas.

Je propose de mettre en place une structure souple qui relie ces initiatives et proposent des rencontres débats, plutôt à Paris, en lien avec ce qui est proposé dans les discussions du Printemps de la psychiatrie, avec les auteurs des ouvrages sur la psychiatrie parus ces derniers mois, avec *Pratiques*, *VST*, et d'autres si possible.

Dès à présent que nos invités qui devaient participer à notre congrès nous adressent leurs contributions écrites s'ils le veulent bien afin que nous les publiions.

Nous envisageons un congrès exceptionnel vers septembre-octobre, cela reste à préciser. Ce sont l'élaboration d'alternatives concrètes au monde encore plus abimé de la psychiatrie qui seront, j'en fais le pari, plus que jamais à l'ordre du jour.

Souhaitons nous une santé moins en danger d'ici là, que ce soit à l'échelle de la planète, à notre niveau et à celui de nos proches, et que ce soit face à ces individus qui « gèrent » si piètrement la santé.

Poitiers, le 21 mars 2020.